

Le drame Syrien : Une Lueur d'espoir?

Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 18 février 2016

Quand je me suis rendu en Syrie en août, je ne soupçonnais pas que l'histoire de ce malheureux pays se trouvait à un tournant.

Le spectacle des embouteillages de Damas, des restaurants de bord de mer pleins à Lattaquié, la visite du krak des Chevaliers aujourd'hui sécurisé, ne laissent pas imaginer l'ampleur de la tragédie que la Syrie traverse. Elle se résume à quelques chiffres forcément approximatifs : il est en effet difficile de faire des comptes exacts tant les propagandes croisées obscurcissent le débat.

Une tragédie

Depuis 2011, début de la guerre civile - une guerre aujourd'hui largement internationalisée - la population du pays aurait fondu de 23 à seulement 16 millions d'habitants, essentiellement par l'exode de réfugiés : 2 ou 3 millions en Turquie, 1 million en Jordanie, 1 à 2 millions au Liban et maintenant 1,5 million en Europe. Mais au sein même du pays, 11 millions de personnes ont été déplacées, principalement en direction des zones tenues par le gouvernement, surtout Damas dont la population a doublé passant de 3 à 6 millions.

Le conflit a fait environ 250 000 morts. Ce ne sont pas tous des victimes du régime d'Assad comme on le dit. 100 000 environ sont des soldats de l'armée syrienne défendant le gouvernement. C'est un taux très élevé qui montre une guerre d'autant plus meurtrière qu'elle est menée contre des djihadistes suicidaires. Beaucoup de réfugiés affluant en Europe depuis le mois de juillet sont des jeunes que leur famille fait partir avant qu'ils ne soient mobilisés, pas nécessairement par refus du régime, seulement en raison du caractère très meurtrier des combats qui ne leur laisse que peu de chances d'en revenir vivants. Il y a au moins autant de morts du côté des djihadistes. Le reste, dans un calcul très approximatif, serait des civils. Quand un pays envahit ou en bombarde un autre et qu'il y a des victimes civiles, on parle de "dommages collatéraux" : au moins 40 000 en Libye en 2011. Quand il s'agit d'une guerre civile, on dira que le gouvernement bombarde "son propre peuple". Mais, de fait, les responsabilités des débordements en direction des civils sont partagées entre tous les belligérants.

Les causes de la guerre civile

Les origines du conflit ont fait l'objet d'une doxa manichéenne largement propagée en Occident et qui a longtemps fait l'unanimité dans les médias. La guerre a commencé au moment des printemps arabes : alors que les forces démocratiques ont rapidement renversé les régimes en place en Egypte, au Yémen, en Lybie (grâce à une intervention occidentale), en Tunisie, ils se sont heurtés en Syrie à une résistance inattendue du gouvernement de Bachar el Assad, jugée d'autant plus scandaleuse que ce régime était tenu pour encore pire que les autres. C'est la répression féroce des premières manifestations démocratiques, pacifiques, qui aurait, dit-on, créé l'enchaînement fatal. Il ne fait pas bon avoir les puissants de ce monde contre soi. Dans ce schéma, c'est la seule cruauté du gouvernement Assad qui aurait suscité la résistance au régime et donc la guerre civile. La diabolisation du régime Assad par les médias occidentaux a très vite atteint un point de non retour où tout compromis avec lui devenait inenvisageable.

Il est difficile de porter un jugement équitable sur le régime en place dans ce pays. Sans doute n'est-il pas tendre avec ses opposants, comme beaucoup de régimes qui pourtant bénéficient des faveurs de l'Occident et, par là, de la bienveillance de la presse internationale. Il est difficile de se faire une opinion sur ce qui s'est passé lors des premières manifestations. On remarque cependant que plusieurs chefs d'accusation à l'encontre du régime demeurent douteux : peu d'observateurs tiennent pour certain par exemple que l'assassinat du premier ministre libanais Rafic Hariri (2005) lui soit imputable, encore moins le massacre de plus d'une centaine de civils dont beaucoup d'enfants à Homs (2011) ou encore l'utilisation d'armes chimiques dans les environs de Damas (2013), qui semble aujourd'hui une provocation des rebelles. Pourtant ces événements n'ont pas peu contribué à sa diabolisation. Quant aux révélations sur des tortures à grande échelle d'un supposé transfuge de la police syrienne dénommé César qui a justifié la l'inculpation récente d'Assad pour crime contre l'humanité devant les tribunaux français, là aussi il est difficile de se prononcer tant la guerre psychologique a atteint dans cette affaire un degré élevé d'intensité.

Il reste étonnant que la source quasi exclusive de l'information des médias occidentaux (AFP comprise) soit depuis quatre ans un Observatoire syrien des droits de l'homme basé à Londres, animé par un membre des Frères musulmans, la principale force d'opposition militaire ou politique.

De fait la dureté, incontestable, de la dictature d'Assad dont les deux piliers sont l'Armée et la police politique, s'inscrit dans la sociologie d'un pays marqué par une grande diversité religieuse (sunnites majoritaires, alaouites, druses, chrétiens) et ethnique (arabes, kurdes). La Syrie, terre de contacts depuis l'Antiquité, au carrefour des routes les plus fréquentées du Proche-Orient, constituée en Etat à la suite du mandat français, ne pouvait garder sa cohésion que sous une poigne de fer. C'est ce qui explique les traits du régime d'Assad, père et fils : un modèle administratif français, une police politique de type soviétique, une authentique laïcité : les droits des chrétiens sont mieux respectés en Syrie que dans tout autre Etat de la région, y compris la Turquie kémaliste, l'Irak de Saddam Hussein, l'Egypte ou les territoires palestiniens. De fait, c'est l'état le plus laïque de la région. Pour atteindre ce résultat, Hafez el Assad, le père, avait compris qu'il lui fallait être impitoyable face à toute dérive fondamentaliste susceptible de mettre en cause la paix religieuse; c'est pourquoi que la révolte islamiste de la ville de Hama avait été sauvagement réprimée en 1982. Mais les forces centrifuges n'étaient pas éteintes et ont profité du printemps arabe pour relever la tête.

A vrai dire, Bachar el Assad serait venu rapidement à bout, au prix d'une répression ferme mais limitée, des révoltes de 2011, si de nombreuses puissances aux motivations diverses n'étaient intervenues pour soutenir militairement les opposants au régime et entretenir la guerre.

L'intervention des puissances

Les Etats-Unis d'abord pour qui faire tomber un des derniers dictateurs classiques du Proche-Orient, venu du Baas comme Saddam Hussein, était dans l'agenda défini par les néoconservateurs. Mais il y avait d'autres

raisons à leur hostilité : faire sauter un pion pro-russe garantissant des facilités d'accostage à la flotte russe à la base de Tartous. Les Etats-Unis tenaient aussi au départ, à détruire un pays allié à l'Iran des ayatollahs.

Pour la France et l'Angleterre - voire l'Allemagne qui a aussi aidé les opposants syriens, la principale motivation était de suivre les Etats-Unis, avec une frénésie particulière de la part de la France (Juppé d'abord Fabius ensuite) du fait sans doute que la France, patrie des droits de l'homme, se devait de parler sur ce sujet un ton au dessus des autres. Mais Paris voulait surtout complaire à l'Arabie saoudite et au Qatar, bons clients et partenaires financiers importants.

Israël voulait affaiblir un régime allié à la force libanaise chiite du Hezbollah, la plus menaçante qu'il ait sur ses frontières et à l'Iran, tenu pour son principal ennemi.

Faire pièce à l'Iran, rival géopolitique était aussi une motivation forte de l'Arabie saoudite même si le royaume avait trente ans auparavant apporté une aide considérable à Assad père pour qu'il mette la main, au nom de l'islam, sur le Liban tenu pour chrétien.

Motivation supplémentaire pour le Qatar - mais aussi pour les Etats-Unis, soucieux d'affaiblir la Russie : disposant d'une des plus grandes réserves de gaz naturel du monde, découverte vers 2000, il compte l'évacuer par un gazoduc transitant vers l'Europe par la Syrie et la Turquie. Veto de la Syrie, inspiré par les Russes qui ne veulent pas favoriser un concurrent sur le marché de l'Europe occidentale.

Enfin il faut considérer le jeu trouble du président de la Turquie, Erdogan, frère musulman, qui double sa haine du régime laïque et hérétique d'Assad d'une ambition féroce de voir les Turcs reprendre pied dans la monde arabe, comme jadis sous les Sultans, au travers d'un régime syrien inféodé qui remplacerait celui d'Assad.

Face à cette coalition, Damas n'était aidé que par l'Iran dont les pasdarans sont présents sur le terrain, le Hezbollah et la Russie, au départ prudente dans son soutien militaire. On peut aussi mentionner la sympathie discrète mais peu opérationnelle de l'Algérie, pourtant sunnite, et depuis le renversement des Frères musulmans, de l'Egypte du maréchal Sissi, l'armée égyptienne entretenant depuis Nasser des liens forts avec l'armée syrienne. On peut y ajouter une partie des dirigeants actuels de l'Irak, chiites eux aussi, même s'ils ont été mis en place et sont soutenus (en théorie) par les Etats-Unis.

Les Kurdes de Syrie, comme d'Irak, à la fois par hostilité à la Turquie et hostilité à Daesh en sont venus à être les alliés objectifs du gouvernement de Damas qui continue à verser les soldes à leurs milices.

L'aide internationale considérable reçue par la rébellion lui a permis de prendre le contrôle d'une partie importante du territoire syrien, environ les 2/3 mais seulement d'1/3 de la population, l'essentiel de celle-ci étant concentré dans la région de Damas.

Le gouvernement tient la capitale (malgré des bombardements sporadiques), la zone alaouite le long de la côte méditerranéenne et a reconquis l'axe qui relie ces deux pôles. L'appui efficace du Hezbollah a permis de sécuriser la frontière libanaise. Toutes les autres frontières séparent la Syrie de puissances hostiles. L'Est, en partie désertique il est vrai, est tenu aujourd'hui par les djihadistes de Daesh, le Nord étant, autour d'Alep deuxième ville du pays, et des zones kurdes, âprement disputé. Des rebelles sont présents aussi au Sud de Damas appuyés sur la Jordanie et Israël par le plateau du Golan.

L'aide des Occidentaux aux djihadistes

Depuis trois ans la situation était ainsi bloquée. Leur hostilité totale au gouvernement Assad a conduit les Occidentaux à favoriser le développement des seules forces rebelles conséquentes: les islamistes. La France avait ainsi quelque dizaines d'officiers aux côtés des rebelles qui avaient pris la ville de Homs en 2011. Quand le gouvernement la reprit, ces soldats français, engagés sur le terrain mais pas du côté qu'on imagine, furent faits prisonniers et ultérieurement relâchés.

Cet engagement français du côté islamiste ne résulte pas seulement de préoccupations idéologiques (du point de vue des droits de l'homme, Al Qaida semblait à certains préférable à Assad...) , ou financières, il résulte aussi d'une erreur grossière d'analyse: la Syrie a été considérée avec les lunettes des autres printemps arabes sans qu'on ait tenu compte de deux spécificités : le fait que la minorité alaouite qui tient l'armée, se trouvait le dos au mur, les islamistes lui ayant promis l'extermination , la présence de la Russie qui n'a pas l'habitude, à la différence de l'Occident, de lâcher ceux qu'elle soutient.

L'aide considérable apportée , avec l'argent des monarchies pétrolières, par les Etats-Unis, l'Angleterre, la France et la Turquie aux djihadistes de tout poil, en Syrie et en Irak, a permis à une faction de prendre le dessus à partir de 2013. S'autoproclamant Etat islamique au Levant (Daesh) et même khalifat, elle contrôle aujourd'hui un territoire important au nord de l'Irak et à l'est de la Syrie où elle se livre aux exactions que l'on sait.

Mais à ses côtés se trouvent d'autres forces islamiques, comme Al Nosra, branche Syrienne d'Al Qaida, qui menace directement Damas.

Tout comme Daesh, ces groupes rebelles se réclament du fondamentalisme des Frères musulmans. Voulant garder un caractère discret à leur soutien à ces groupes djihadistes, les gouvernements occidentaux ont entretenu leurs opinions publiques dans l'illusion qu'ils aidaient une prétendue "Armée syrienne libre", démocratique et non islamiste. Il n'est pas certain que cette Armée existe et en tous les cas, si elle existe, qu'elle ne soit pas islamiste.

L'exode des réfugiés

A cette situation bloquée et totalement catastrophique pour la majorité des Syriens (en particulier les 2 millions de chrétiens, cible prioritaire des islamistes), l'été 2015 est venu apporter des éléments nouveaux, pas tous de bon augure.

D'abord le phénomène des migrants. Est-ce en raison d'un certain découragement du camp gouvernemental et de la population syrienne civile qu'a eu lieu un exode massif de Syriens (avec d'autres: Irakiens, Afghans etc.) vers l'Europe à partir de juillet ? Un million et demi de Syriens auraient fui, dont l'Allemagne aurait accueilli une bonne partie.

Précision importante : ce ne sont pas les réfugiés de Turquie (qui sont parqués dans de vrais camps de concentration), ni ceux de Jordanie, ni même ceux du Liban qui partent, ce sont de nouveaux réfugiés, pour la plupart venus de Damas et de sa région. Ayant appris, au vu des déclarations de Mme Merkel, que l'Europe se ferait accueillante, ils gagnent la côte libanaise (Tripoli) en autobus, puis la Turquie occidentale en avion,

puis tentent leur chance sur des embarcations de fortune affrêtées par des réseaux mafieux en direction de la Grèce pour ensuite gagner les Balkans et tenter d'arriver en Allemagne. Un nombre plus limité a gagné le Canada.

Ce flux, où l'élément syrien est dominant, continue aujourd'hui à raison de près de 3 000 passagers par jour. Rien ne dit qu'il va se tarir. De la part de l'Allemagne qui vient ainsi pomper les ressources humaines des pays en guerre, il est d'autant plus scabreux que si Mme Merkel a vraiment besoin de ces gens, il lui suffirait de leur envoyer un visa et un biller d'avion à 200 € plutôt que de les laisser payer 8000 € et risquer leur vie en mer.

L'exode est provoqué non seulement par la guerre, mais aussi par la situation économique désastreuse de la Syrie, une situation due en partie à l'embargo total (qui touche même les médicaments) décrété par l'Union européenne. L'embargo interdit les liaisons aériennes qui permettraient aux déçus de rentrer chez eux.

Dans cette situation désespérante, l'été 2015 a apporté cependant quelques raisons d'espérer.

La nouvelle donne diplomatique : l'accord de Washington

L'évènement décisif a été l'Accord de Washington conclu le 14 juillet 2015 entre les Etats-Unis et l'Iran mettant fin à un long contentieux portant principalement sur les ambitions nucléaires de l'Iran, désormais gelées. Cet accord résulte essentiellement de la volonté du président Obama, qui a su l'imposer à une partie de son administration, au Congrès et aux idéologues néoconservateurs hostiles.

L'accord de Washington a cependant eu des conséquences sur d'autres terrains et d'abord en Syrie où Washington et Téhéran ont sans doute convenu de laisser encore quelque temps en place le président Bachar-el-Assad.

Que, en aidant les djihadistes contre le président Assad, les Occidentaux aient nourri un serpent dans leur sein qui n'aspire qu'à les dévorer, est apparu dans toute sa netteté avec les attentats de Paris du 13 novembre, ouvertement revendiqués par Daesh. Ces attentats ont contribué à débloquer à son tour la position française jusque là figée dans la configuration antérieure : hostilité radicale au régime Assad et soutien sinon à Daesh, du moins à Al Nosra. La France a été ainsi conduite à s'engager dans la guerre de Syrie du bon côté cette fois, celui qui combat les djihadistes, opérant une volte face non seulement vis à vis de la Syrie mais aussi vis à vis de la Russie. La France a dû ainsi se rapprocher de Moscou pour coordonner ses opérations en Syrie.

Mais les Américains n'avaient pas attendu l'attentat de Paris pour évoluer sur la question du Proche-Orient: dès le mois d'août, Obama avait appelé à la constitution d'une coalition élargie contre Daesh. La Russie avait saisi immédiatement cette perche, déclarant se joindre à la coalition pour en prendre, de fait, la tête au cours du second semestre. La Russie s'engageait largement dans le conflit dès septembre, par une campagne de bombardements massifs des positions islamistes et un soutien accru à l'armée syrienne. Un soutien particulièrement bien venu au moment où le régime d'Assad, assiégé dans Damas et sur la côte, et voyant ses jeunes recrues fuir en Europe, se trouvait en difficulté.

La Résolution du Conseil de sécurité du 18 décembre 2015

Au départ, les Occidentaux, singulièrement les Etats-Unis et la France, ont vu avec des réticences cet engagement russe. Avec les réserves d'usage, on peut penser que ces réticences sont levées au vu de la Résolution du Conseil de sécurité votée à l'unanimité le 18 décembre dernier qui lance un processus de paix pour la Syrie ne mentionnant pas le départ d'Assad et incluant le Front Al Nosra (dont Fabius disait qu'"il fait du bon boulot") parmi les terroristes à combattre au même titre que Daesh.

Il s'en faut cependant de beaucoup que la résolution du 18 décembre résolve tous les problèmes. La négociation entre les parties en présence en Syrie promet d'être difficile.

Si l'on exclut Daesh et Al Nosra voués en principe à la destruction, que reste-t-il ? Des groupes rebelles mal définis, tel Ahrar Al Sham. Et surtout les opposants civils qui se sont réunis à Riyad le 10 décembre et dont la force principale est les Frères musulmans.

Certains, tel Renaud Girard[1], envisagent que la solution passerait par la libanisation de la Syrie, un découpage sur une base ethnico-religieuse. Ce serait accorder une importance excessive aux clivages religieux, moins pertinents sans doute qu'on le croit. Assad ne représente pas les Chiites et Daesh les Sunnites. D'abord parce qu'Assad est alaouite, ce qui n'est pas la même chose, sa femme est sunnite et la majorité des sunnites syriens ne veut pas tomber sous la coupe de Daesh surtout les femmes, influentes dans la société syrienne. Le recrutement de Daesh est en outre de plus en plus international.

Par ailleurs la Russie mène désormais le jeu. Et il n'est pas dans sa manière de se contenter d'une demi-victoire. Son but est de rétablir pleinement l'Etat syrien quitte le réformer ultérieurement.

Le rôle toujours aussi trouble de la Turquie

Si la France et sans doute les Etats-Unis semblent désormais décidés à faire la paix en Syrie, il s'en faut de beaucoup que la Turquie, où Erdogan vient d'être confirmé par les élections du 1er novembre, soit, elle, décidée à favoriser ce processus.

Nourrissant depuis plusieurs années le conflit en laissant passer les djihadistes vers la Syrie et l'Irak, envoyant en contrepartie des centaines de milliers de réfugiés vers l'Europe qui transitent par son territoire, bombardant lui aussi son propre peuple au Kurdistan, Erdogan ne bénéficie pas moins des faveurs insignes de la communauté internationale laquelle s'est rendue à son invitation au sommet du G20 à Antalya le 16 novembre 2015. Une réunion de l'élite mondiale chez un soutien de Daesh, le lendemain même de l'attentat de Paris revendiqué par le même Daesh ! Beau témoignage de l'inconséquence de cette communauté internationale, singulièrement des Européens, en première ligne face à ces agissements hostiles. Angela Merkel, comme sidérée, était même allée le soutenir à une semaine des élections. Les sanctions lourdes prises par la Russie à la suite de la destruction d'un avion russe par le Turcs montrent cependant que tout le monde n'est pas dupe du jeu d'Erdogan. Mais de quelque manière qu'on le prenne, le problème syrien ne sera pas réglé tant que la Turquie ne sera pas définitivement neutralisée.

[1] Le Figaro, 21 décembre 3015